



## Le 8 Février, nous dirons NON

- ☞ à la baisse du pouvoir d'achat
- ☞ aux suppressions d'emplois
- ☞ au démantèlement et à l'abandon du service public
- ☞ à la dégradation des conditions de vie au travail.

Le 8 février à l'appel des fédérations de fonctionnaires, C.GT, C.F.D.T, F.O, F.S.U, U.N.S.A et Solidaires, nous ne ferons pas grève pour le plaisir ou pour préserver ce que d'aucun qualifie de privilèges. **Nous faisons grève par nécessité.**

- **Nécessité d'avoir un salaire décent** qui permette tout simplement de vivre, de se loger : savez vous que nombre de fonctionnaires ne le peuvent, faute de revenus suffisants.

Refuser la baisse de son pouvoir d'achat, c'est refuser de se précariser, d'entrer dans la spirale du surendettement, c'est refuser que le RMI ou le SMIC soit les références au dessus desquelles il faut se considérer satisfaits d'être rémunérés. Certes +0,8% au 1<sup>er</sup> février c'est mieux que +0,5% arithmétiquement parlant mais, à côté des augmentations du coût de la vie, on est loin du compte. Qui peut affirmer aujourd'hui à indice égal qu'il vit mieux avec son traitement qu'il y a un an, deux ans, trois ans ? alors que les chiffres les plus optimistes dénoncent une perte de 6% en 5 ans ?. Quant aux retraités de la fonction publique, confrontés à la perte des compléments de salaires que sont les primes, sont-ils si privilégiés que cela ?

- **Nécessité d'obtenir des créations d'emplois** titulaires en nombre suffisant afin de permettre le maintien d'un service public de proximité et de qualité et avec des agents formés en conséquence. Non les effectifs de la Fonction Publique ne sont pas budgétivores, au regard de leurs missions et des solidarités qu'elles mettent en place, si le but est bien l'égalité de traitement des citoyens. Alors que le chômage et la précarité s'installent dans notre société, fragilisant chaque jour d'avantage les citoyens, opposant ceux qui ont un CDI, et les fonctionnaires encore titulaires - alors que les recrutements contractuels se multiplient - à ceux qui n'ont qu'un CDD, revendiquer des emplois c'est refuser cette logique d'affrontement, c'est exiger que la norme soit le droit à un emploi qui permette à chacun de recouvrer sa dignité et de se sentir utile à la collectivité. En défendant leurs emplois, en exigeant des créations de postes est ce vraiment une attitude de privilégiés qu'adoptent les fonctionnaires ?

- **Nécessité du maintien du rôle de l'Etat et des services publics** car il est évident que certains voudraient voir la place de ceux-ci disparaître du moins considérablement diminuée. Revendiquer moins d'impôts et moins de fonctionnaires ce n'est ni plus ni moins la volonté de diminuer les solidarités nationales, livrer le financement de certains besoins considérés aujourd'hui encore comme accessibles à tous à l'appétit de quelques uns et ne les rendre accessibles qu'à ceux qui en auront les moyens. Se battre pour le bien collectif est ce une attitude de privilégié ?

**NON les fonctionnaires ne sont pas et n'agissent pas en privilégiés.**

**Le 8 Février les agents du Trésor comme l'ensemble des fonctionnaires refuseront cette logique du bouc émissaire. Nous dirons NON à cette dégradation perpétuelle de nos conditions de vie et de travail. Nous dirons NON au dénigrement des services publics et de leurs agents.**

**Cette 24 heures n'est pas comme on voudrait nous le faire croire une 24 heures de plus : il nous appartient collectivement de faire en sorte qu'elle soit prise compte, tant au Trésor, au MINEFI, qu'au niveau de la Fonction Publique et dans la société. Plus nous serons nombreux plus elle aura de répercussions. Alors :**

## TOUTES ET TOUS EN GREVE

## Pour que ça change en 2007